

Consultation publique OMS

L'avis d'ONG sur le pré-rapport sur les radiofréquences et leurs effets sur la santé

Un pré-rapport sur les radiofréquences et leurs effets sur la santé a été mis en ligne par l'OMS pour consultation publique. Il pose de nombreux problèmes sur lesquels les ONG signataires, parties prenantes reconnues, veulent intervenir.

RESUME ET CONCLUSIONS

Les problèmes

1. L'absence de transparence qui entoure la réalisation de l'expertise en cours
2. Le défaut de consultation de la société civile
3. L'indépendance des experts reste largement à démontrer
4. L'absence de pluralisme des experts est patent
5. La lecture biaisée des résultats scientifiques
6. La promiscuité singulière entre l'OMS et l'ICNIRP, éloigne-t-elle l'agence de ses missions clés : la santé publique et les droits humains?

Voici nos propositions pour rétablir le dialogue et permettre une évaluation pluraliste et impartiale des risques - au service de la santé publique.

Les solutions

Nous demandons que:

- l'OMS *EMF project* mette en place une politique de transparence extensive et durable pour permettre d'établir un dialogue de qualité et de construire la confiance.
- les ONG qui travaillent pour un meilleur environnement électromagnétique et la préservation des droits de vie et de santé de tous, soient représentées et écoutées au sein de l'OMS *EMF project* en général, et du *task group* CEM-RF en particulier.
- l'OMS *EMF project* publie les DPI de ses experts et cherche à consulter les scientifiques les plus indépendants possible.
- l'OMS *EMF project* ouvre ses groupes d'experts à un nombre significatif de scientifiques ayant trouvé des effets nocifs des CEM-RF afin de permettre une évaluation objective, basée sur l'ensemble des interprétations scientifiques.
- les avis contradictoires soient pris en compte et publiés.
- l'OMS *EMF project* effectue l'évaluation des CEM-RF en prenant en compte tout le spectre des risques dans une optique de précaution et de protection de la santé.
- les résultats d'études importantes publiés récemment soient intégrés dans l'évaluation des risques, par exemple Coureau 2014.
- l'OMS *EMF project* se sépare de l'ICNIRP pour ouvrir ses horizons et mieux s'orienter vers des préoccupations de santé publique et de défense des droits et intérêts des citoyens.

Notre position

Il est temps que l'OMS prenne ses responsabilités et considère les études scientifiques et données empiriques qui démontrent les effets nocifs des CEM-RF. Certains scientifiques soulignent le risque de cancer, d'autres les effets neurotoxiques ou hormonaux... Quelque soit le risque le plus élevé, les maladies en question sont très graves, l'exposition est massive et les enfants sont les plus vulnérables. Même un faible risque a, dans ces conditions, un effet négatif considérable sur la santé publique (souffrance) et le système de santé (coûts).

Il faut aussi considérer l'urgence. Un nombre grandissant de personnes souffrent déjà de pathologies lourdes liées à l'exposition aux micro-ondes. Les signaux sanitaires qu'adressent ces populations « sentinelles » doivent être, pour l'Organisation Mondiale de la Santé, une incitation à agir et à agir vite, en remettant en cause les normes laxistes actuelles qui n'ont pour but que de favoriser le développement industriel, et en promouvant de nouvelles règles de santé publique réellement protectrices.

Signataires du 15 décembre 2014

Priartem, France www.priartem.fr
Le collectif des électrosensibles de France www.electrosensible.org
The Swedish Radiation Protection Foundation www.stralskyddsstiftelsen.se
The Swedish organisation for the Electrohypersensitive (FEB) www.eloverkanslig.org
IEMFA International EMF Alliance www.iemfa.org
The Enviromental Health Trust, USA www.ehtrust.org
EMfacts, Australia www.emfacts.com
Folkets Stralevern, Norway www.folkets-stralevern.no
EM Radiation Research Trust www.radiationresearch.org
Teslabel, Belgium www.teslabel.be
Beperk de Straling, Belgium www.beperkdestraling.org
Robin des Toits, France www.robindestoits.org
Verein für Elektrosensible und Mobilfunkgeschädigte e.V, Germany
Hypersensitives in Finland sahkoherkat.fi
Electromagnetic Safety Alliance, Inc., (Elizabeth Kelley) USA
StralingsArmVlaanderen, Belgium, StralingsArmVlaanderen.org
La coordination nationale des collectifs contre les antennes, France
The Association of electro hypersensitive in Norway (FELO) www.felo.no
Plataforma Estatal Contra la Contaminación Electromagnética (PECCEM), Spain
www.peccem.org
EMF Safety Network, USA www.emfsafetynetwork.org
People Against Cell Towers at School, PACTS, USA
Powerwatch, UK www.powerwatch.org.uk
ElectroSensitivity UK (ES-UK) www.es-uk.info
AVAATE (Asociación Vallisoletana de Afectados por Antenas de Telecomunicaciones)
www.avaate.org/
Plattform Mobilfunk-Initiativen – PMI <http://www.plattform-mobilfunk-initiativen.at>
Stop UMTS www.stopumts.nl The Netherlands
Committee of Bürgerwelle e.V., Germany www.buergerwelle.de

Burgerwelle Schweiz, Switzerland
A.P.P.L.E. , Italy www.applelettrosmog.it
Associazione Italiana Elettrosensibili, Italy
Rete No Elettrosmog Italia www.retenoelettrosmogitalia.it
American Association For Cell Phone Safety, USA
<http://americanassociationforcellphonesafety.org/>
Citizens For A Radiation Free Community, USA
<http://citizensforaradiationfreecommunity.org/>
The Peoples Initiative, USA <http://thepeoplesinitiative.org/>
Stop Smart Grid, USA <http://stopsmartgrid.org/>
Patientenvereniging EHS Netherlands (www.patientenverenigingehs.nl)
Zones” BoerderijAnders, Netherlands www.boerderijanders.nl
Center for Safer Wireless, USA www.centerforsaferwireless.us
Bio-Electromagnetic Research Initiative (BEMRI), <http://www.bemri.org>
Biosustainable Design, <http://biosustainabledesign.org/>
Cavisoc, UK www.cavisoc.org.uk
SSITA, UK www.ssita.org.uk
Interconnections, UK www.teamaroundthechild.com
California Brain Tumor Association, USA
Electrosensibles por el Derecho a la Salud, Spain,<http://electrosensiblesderechosalud.org/>
Citizens for Safe Technology Society, British Columbia,
Canada www.citizensforsafetechnology.org
No rad for you, Israel, www.norad4u.com

L'avis des ONG signataires sur le pré-rapport sur les radiofréquences et leurs effets sur la santé

Nous développons, dans les pages suivantes, les problèmes décelés et les solutions élaborées par les ONG dont certaines étaient présentes au séminaire organisé les 5 et 6 juin 2013 par l'OMS à Paris et intitulé "*Séminaire international d'échanges entre les parties prenantes sur les radiofréquences*". (Le séminaire des parties prenantes).

1. L'absence de transparence

qui entoure la réalisation de l'expertise en cours

Lors du séminaire des parties prenantes, les associations présentes ont souligné l'opacité qui entourait l'expertise et la méthodologie de la monographie. Emilie van Deventer a alors pris un certain nombre d'engagements visant essentiellement à favoriser la transparence :

- A. transmission de la liste des experts qui ont participé à la première phase de l'expertise ;
- B. transmission de la bibliographie sur laquelle se fonde le pré-rapport 1, ainsi qu'une liste des études qui ont été écartées ;
- C. transmission du pré-rapport 1
- D. mise en place d'une consultation publique (prévue en 2013) pour nourrir le pré-rapport 2;
- E. transmission de la procédure et des critères de recrutement des membres et observateurs du *task group* responsable de finaliser la monographie ;
- F. transmission des questions et suggestions transmises sous forme de notes écrites par les participants du séminaire, ainsi que les réponses de l'OMS.
- G. publication du compte rendu du séminaire, y inclus les powerpoints et les propositions exposées lors des trois ateliers (work shops).
- H. engagement pris d'associer l'IEMFA, et ses représentants d'associations de patients EHS à toute réflexion et à tous travaux portant sur l'électrosensibilité selon le principe *nothing about us without us*

Les ONG sont restées sans nouvelle de l'OMS depuis le séminaire. Un courrier du 11 novembre 2013, où les associations rappellent ces engagements à Madame Van Deventer, est également resté sans réponse. Nous sommes malheureusement bien loin de la transparence et de la construction de la confiance.

A. Transmission de la liste des experts. Il a fallu que nous parvenions à nous faire communiquer un diaporama présenté par Madame Van Deventer en Australie, le 11 novembre 2014, dans le cadre d'une réunion de l'ICNIRP, pour avoir accès à cette liste. Nous reviendrons plus loin sur la proximité étrange entre une agence de l'ONU et l'ICNIRP, association controversée.

B. Transmission de la bibliographie utilisée par les experts accompagnée d'une liste des études écartées. La bibliographie utilisée a une incidence directe sur les conclusions d'une expertise. Les récents problèmes de l'expertise du SCENHIR sur l'épidémiologie en sont la preuve. Les associations peuvent être force de proposition et d'ouverture en la matière. Lors des récents travaux d'expertise de l'ANSES en France, les associations ont proposé de nombreux ajouts à la liste d'articles préalablement retenus par les experts.

Le pré-rapport est mis en consultation publique sans bibliographie. Les références bibliographiques sont certes fournies dans le texte mais chacun doit reconstituer, par chapitre, sa propre bibliographie pour pouvoir identifier les manques.

Ce n'est pas là une bonne façon d'assurer la transparence.

En ce qui concerne les deux engagements suivants (C. Transmission du pré-rapport et D. L'ouverture d'une consultation publique), on pourrait considérer qu'ils sont, avec plus d'un an de retard, tenus. Cependant, le pré-rapport est présenté dans une forme telle – et nous y reviendrons plus loin - qu'il ne donne aucune idée de l'état des connaissances ce qui est pourtant le propre d'une expertise.

E. Transmission de la procédure et des critères de recrutement des membres et observateurs du *task group* responsable de finaliser la monographie

Ce point crucial reste dans l'ombre, ce qui est surprenant dans un contexte où l'indépendance et le pluralisme de l'expertise sont au coeur des préoccupations.

 Nous demandons que l'OMS *EMF project* mette en place une politique de transparence extensive et durable pour permettre d'établir un dialogue de qualité et de construire la confiance.

2. Le défaut de consultation de la société civile

Le séminaire de l'OMS à Paris en juin 2013 était dirigé vers les « parties prenantes », les ONG en auraient été totalement absentes si l'ANSES n'en avait pas informé les membres de son comité de dialogue. Cette présence s'est par la suite avérée complètement verrouillée puisqu'il n'était pas prévu que les ONG interviennent autrement que sous forme de réponses à des questionnements émiétés.

Dans un communiqué titré, « Radiofréquences et santé : l'OMS aux ordres de l'industrie ? » les cinq ONG présentes dénonçaient ce fait. En réponse, Mesdames Neira et Van Deventer, respectivement responsables de la direction santé publique et environnement et de EMF-Project, à l'OMS, se sont engagées à ouvrir des relations régulières avec le mouvement associatif.

Engagement avait ainsi été pris d'associer l'IEMFA, et ses représentants d'associations de patients EHS, à toute réflexion et à tous travaux portant sur l'électrosensibilité selon le principe *nothing about us without us*. Aucun contact ou invitation n'a suivi cet engagement.

Les autres engagements pris lors de ce séminaire et visant à mieux inclure la société civile dans le processus d'expertise n'ont pas connu meilleur sort.

Ainsi, le résultat de l'analyse des réponses données par écrit par les participants lors des ateliers organisés durant le séminaire parisien de l'Agence, n'a toujours pas été communiqué. L'article scientifique que vient de publier l'équipe de Denis Zmirou¹, ne porte que sur l'analyse des questionnements des états et de leurs administrations.

¹Amit Dhungel et al., « Risk Management Policies and Practices Regarding Radiofrequency Electromagnetic Fields: Results From a Who Survey », *Radiation Protection Dosimetry*, (2014)

La voix de la société civile a été ignorée par les responsables de l'EMF Project. La problématique d'expertise a ainsi été posée par les seuls membres du groupe d'experts dont on connaît les positions *a priori* de déni du risque.

Ce mauvais traitement apparaît en contradiction avec certaines orientations de l'OMS. L'Agence a, en effet, entamé une réflexion sur une réforme de sa gouvernance. L'un des objectifs affichés de cette réforme est de « *collaborer plus efficacement avec les parties prenantes concernées, notamment les organisations non gouvernementales* ».

→ Nous demandons que les ONG, qui travaillent pour un meilleur environnement électromagnétique et la préservation des droits de vie et de santé de tous, soient représentées et écoutées au sein de l'OMS *EMF project* en général, et du *task group* CEM-RF en particulier.

3. L'indépendance des experts reste largement à démontrer

L'appréciation de l'indépendance d'un expert se fait tout d'abord sur sa déclaration d'intérêt, or elle n'est pas publique à l'OMS. Nous en sommes donc réduits à regarder des DPI antérieures, relevant d'autres organismes.

A côté de quelques conflits d'intérêts directs, on note un grand nombre d'experts ayant bénéficié, de façon répétée, de financement industriel (*Financial biais*). Par ailleurs règne au sein du groupe d'expert ce qu'il est convenu de reconnaître comme absence d'indépendance intellectuelle (*intellectual bias*) ou encore comme position partisane déclarée en faveur de la thèse pro-industrielle de "*no effects*". (Biais reconnus officiellement dans la lettre adressée à A. Lerchl pour rejeter sa candidature lors de la monographie du CIRC).

On notera aussi le nombre important d'experts ayant un lien actuel ou passé avec l'ICNIRP tant au sein du *Core Group* que parmi les *additional experts*. On connaît les positions intransigeantes et *a priori* de cet organisme, notamment la fervente défense de ses propres normes caduques, non adaptées à l'exposition actuelle quasi-chronique, et qui sont basées sur le paradigme thermique (négarion d'effets non thermiques). On ne connaît pas, en revanche, car il s'agit d'une organisation bien secrète et peu transparente, son mode de recrutement et son mode de fonctionnement.

→ Nous demandons que l'OMS *EMF project* publie les DPI de ses experts et cherche à consulter les scientifiques les plus indépendants possible.

4. L'absence de pluralisme est patent

Le caractère quasi monolithique du groupe d'experts est manifeste. C'est un tout petit groupe d'experts qui a rédigé ce premier *draft*, tous liés les uns avec les autres.

“Le comité de pilotage, mis en place sous l'égide d'Emilie Van Deventer, composé de 6 membres seulement, est le triste reflet de la dépendance de l'OMS vis-à-vis de l'ICNIRP

puisque 4 sur 6 de ses membres ont des liens avec cette organisation opaque qui n'a eu de cesse de défendre les intérêts des opérateurs. Leurs travaux ont été, pour la plupart, de façon répétée, financés ou co-financés par les opérateurs. La pluralité des positions, nécessaire sur un sujet où règne une forte controverse n'est donc absolument pas assurée"

"Radiofréquences et santé, l'OMS aux ordres de l'industrie ?"
Les ONG présentes au séminaire de l'OMS à Paris en juin 2013

Les *additional expert*, dont nous venons de découvrir la liste ont été sélectionnés sur la même base de cooptation étroite.

Comment sur un vivier de chercheurs de plus en plus large au vu de la bibliographie abondante publiée dans ce dossier, justifier une telle étroitesse ? Comment l'Agence peut-elle justifier que des experts de pays qui sont connus pour avoir développé des recherches de longue date sur les ondes électromagnétiques comme la Russie mais même les Etats-Unis (un seul américain, au sein du groupe : membre du laboratoire de l'US Air Force!) et la Chine soient absents ? Comment expliquer que l'OMS ait choisi de ne pas faire entrer des positions divergentes? Pourquoi ne pas faire bénéficier les Etats d'une réelle évaluation de la connaissance scientifique en faisant vivre le débat qui secoue aujourd'hui la communauté scientifique? Quel peut donc bien être l'intérêt de l'OMS d'ainsi exclure les signaux de risques et de nocivité qui s'accumulent ?

- ➔ Nous demandons que l'OMS *EMF project* ouvre ses groupes d'experts à un nombre significatif de scientifiques ayant trouvé des effets nocifs des CEM-RF afin de permettre une évaluation objective, basée sur l'ensemble des interprétations scientifiques.
- ➔ Nous demandons que les avis contradictoires soient pris en compte et publiés.

5. La lecture biaisée des résultats scientifiques

Le pré-rapport est présenté sous la forme d'une juxtaposition de chapitres, sans introduction, sans conclusion, mais plus grave sans **aucune indication méthodologique qu'il s'agisse de l'évaluation de la qualité des articles ou de l'évaluation des niveaux de preuve**. Donc à partir des documents mis en ligne, il est impossible de savoir sur quels critères, tel article a été éliminé et tel autre gardé, pourquoi certains sont considérés comme présentant des biais et d'autres non. Il est encore plus difficile de savoir quel sort sera réservé à ces derniers lorsque l'on en arrivera à l'évaluation du niveau de preuve.

L'impression qui ressort est que les articles qui montrent des effets nocifs sont systématiquement critiqués et ceux qui n'en montrent pas plutôt valorisés. Mais comment sera évalué le risque lorsque, comme sur la fertilité masculine par exemple, c'est la très grande majorité des études qui montrent des effets ? Le fait que les experts aient mis beaucoup d'énergie à y trouver des biais laisse supposer une volonté *a priori* de minimiser les risques et les effets. C'est inquiétant car sur un risque émergent, les signaux de risque devraient, au contraire, être pris en considération. Ce n'est pas parce que les mécanismes de cause à effet ne sont pas parfaitement élucidés que l'on doit nier l'existence de risques et omettre de prendre des mesures de protection et de précaution. Les rapports "*Late lessons of early warnings*" de l'Agence Européen de l'Environnement apportent des arguments solides en soutien de cette affirmation.

Pour illustrer nos inquiétudes quant à l'existence de biais dans l'analyse des articles scientifiques telle qu'elle apparaît dans le pré-rapport mis en ligne, nous avons étudié plus précisément le chapitre qui traite des études épidémiologiques sur le cancer et l'usage du portable. Voir l'annexe 1.

➔ Nous demandons que l'OMS *EMF project* effectue l'évaluation des CEM-RF en prenant en compte tout le spectre des risques dans un esprit de précaution et de protection de la santé. (Principe d'évaluation des risques).

➔ Nous demandons que les résultats d'études importantes publiées récemment soient intégrés dans l'évaluation des risques, Coureau 2014, par exemple.

6. La promiscuité entre l'OMS et l'ICNIRP éloigne-t-elle l'agence de ses missions clé : la santé publique et les droits humains?

La présence de nombreux membres de l'ICNIRP, notamment au sein du *Core group*, est l'occasion d'interroger les responsables de EMF-Project, sur les liens sulfureux qui existent entre l'Agence et ce club très fermé dont certains « avocats » s'imposent dans tous les groupes d'experts nationaux ou internationaux afin de faire valoir la thèse du « *no effects* » envers et contre tout.

Pourquoi l'Agence s'en remet-elle à un organisme extérieur aussi peu légitime et qui a tous les traits d'un *front group* défendant des normes désuètes d'intérêt militaire et industriel pour définir ses recommandations dans un dossier aussi controversé que celui des radiofréquences ? Ne serait-il pas temps que l'Agence se dote de ses propres moyens d'expertise en élargissant le recrutement de ses experts comme avait commencé à le faire le CIRC en 2010-2011. Il s'agissait-là d'une démarche vertueuse qui méritait d'être suivie. Les responsables de l'EMF-Project semblent en avoir décidé autrement, redonnant, de fait, à l'ICNIRP les rênes de cette expertise et prenant ainsi le risque d'affaiblir ses conclusions parce que considérées par une partie de la communauté scientifique et du monde associatif comme non légitimes car partisans et non indépendantes. D'ailleurs comment expliquer que ce sont les mêmes qui édictent les recommandations et qui les évaluent se faisant ainsi juges et parties. N'y a-t-il pas là un conflit d'intérêt majeur qui intéresse du même coup tous les membres participant à cet organisme ?

Ceux-ci présents dans la plupart des groupes d'experts tant nationaux qu'internationaux imposent depuis trop d'années leur position de défense de solutions favorisant des intérêts industriels. Il est grand temps que les états puissent bénéficier d'une expertise libre de ce carcan idéologique. Si l'OMS ne veut pas se retrouver dans la même situation délicate que sur le tabac où, il y a quelques années, ses services ont dévoilé un trafic d'influence considérable en son sein au profit de cette industrie, elle doit prendre ses distances avec cette institution et favoriser la sélection d'experts indépendants.

➔ Nous demandons que l'OMS *EMF project* s'émancipe de l'ICNIRP pour ouvrir ses horizons et mieux s'orienter vers des préoccupations de santé publique et de défense des droits et intérêts des citoyens.